



Kosovo



France-Diplomatie > Pays - zones géo > Kosovo > La France et le Kosovo

La France et le Kosovo

Proclamation d'indépendance du Kosovo (17 février 2008)

Déclaration de M. Bernard Kouchner (Bruxelles, 18 février 2008)

Lettre du président de la République, M. Nicolas Sarkozy, adressée à M. Fatmir Sejdiu, président du Kosovo (Paris, 18 février 2008)

Tribune de M. Bernard Kouchner parue dans "Le Figaro" (Paris, 19 février 2008)

Déclaration du Conseil Affaires extérieures (Bruxelles, 18 février 2008) - Texte en anglais -

Entretien de M. Bernard Kouchner, avec "France 2" (Bruxelles, 18 février 2008)

France et le Kosovo

La France et le Kosovo

Proclamation d'indépendance du Kosovo (17.02.08)

Rencontre de M. Bernard Kouchner avec la délégation des Albanais du Kosovo (21.10.07)

Elections législatives et municipales au Kosovo (13.09.07)

Le Kosovo, une affaire européenne ("Le Monde", 07.09.07)

Visite de M. Kouchner à Belgrade et au Kosovo (12-13.07.07)

Entretien MM Ahtisaari et M. Bernard Kouchner (Paris, 18/06/07)

Mise en œuvre des normes au Kosovo (06.10.05)

Commandement de la KFOR (01.09.05)

Kosovo : lancement de l'évaluation globale

Déclaration de M. Bernard Kouchner (Bruxelles, 18 février 2008)



M. Bernard Kouchner
lors du Conseil Affaires générales
et Relations extérieures
(Bruxelles, 18.02.08) ©F. de la Mure

Ce fut long mais c'était normal. Nous avons parlé du Kosovo tellement souvent et nous avons, sinon aplani, du moins réduit les difficultés au cours des séances précédentes. Cela n'est pas une décision facile et je voudrais surtout vous dire que cela n'est pas la victoire de l'un contre l'autre. Ce n'est pas la victoire des Kosovars contre les Serbes, c'est la victoire de la paix. C'est la victoire du bon sens, et c'est certainement la victoire des deux populations parce que, séparément peut-être, dans un premier temps, mais ensemble demain, elles vont aller, sans nulle doute, vers l'Union européenne et vers un apaisement dans les Balkans.

Ce qui me paraît extrêmement symbolique, c'est que la présidence slovène, c'est-à-dire le premier pays qui se soit détaché de la Fédération yougoslave, après tant d'années, et maintenant présidente de l'Union européenne, soit celle qui « accouche » si j'ose dire, celle qui permet au dernier pan, à la dernière région de cette Fédération yougoslave, d'être indépendante.

Vous savez que l'indépendance a été annoncée hier. La déclaration des 27, et je voudrais s'il vous plaît souligner cela : « des 27 » - il s'agit là d'une victoire de l'Union européenne - a été discutée mot par mot et convient à tout le monde. Elle n'impose rien à personne. Je ne sais pas combien de pays reconnaîtront l'indépendance du Kosovo, les uns disent 16, les autres 19. Il y aura sûrement des reconnaissances plus tardives.

Pour ce qui concerne la France, nous avons l'intention de reconnaître l'indépendance du Kosovo, le Président de la République a écrit en ce sens au Président du Kosovo. La lettre va partir ce soir. Dès que cet échange aura eu lieu, la reconnaissance par la France de l'indépendance du Kosovo sera acquise.

Permettez-moi d'ajouter un mot très particulier venant de moi qui ai été responsable pendant deux ans de cette région de Serbie. Je voudrais adresser ce mot d'espoir aux Serbes : cela n'est pas leur défaite. C'est au contraire la possibilité pour eux - et ils l'ont exprimé je crois en votant pour M. Tadic - de s'approcher de l'Union européenne, d'y venir quand ils le souhaiteront, remplissant les conditions requises bien entendu, mais d'y venir quand ils le souhaiteront.

Je n'ai aucun doute : un jour, je n'en connais pas la date, je n'en connais pas l'année, les Kosovars et les Serbes seront à nouveau ensemble dans l'Union européenne. Et peut-être d'autres alliances balkaniques se noueront-elles.

En tout cas pour moi, c'est la victoire du bon sens, de la paix, des populations, et c'est la fin des souffrances. Encore une fois, je pense aux Serbes, à la difficulté qu'ils ont eue et qu'ils auront sans doute à reconnaître qu'il s'agit maintenant, berceau pourtant de leur religion, et d'une partie de leur civilisation, qu'il s'agit maintenant d'un pays indépendant.

Bien sûr, il faut souligner le nécessaire respect du document de base qui était celui des Nations unies, celui de M. Marti Ahtisaari. Ce document devra être mis en œuvre : accès à tous des lieux de religion, je parle des monastères qui ont tant d'importance pour la religion orthodoxe, je parle du respect des minorités, je parle de la protection des minorités. Ces dispositions, qui viennent du rapport de M. Ahtisaari, ont été reproduites dans le document constitutionnel proposé hier par le Premier ministre au Parlement kosovar, M. Hashim Thaçi.

C'est la fin d'une crise très longue, d'une période de grande tension dans un endroit du monde qui en a connu d'autres, dont la tradition, même le nom, évoque ces troubles, les Balkans : « situation balkanique ». J'espère que c'est fini et que la réconciliation commence dès maintenant même si je sais qu'elle sera longue. Même si je sais qu'il faudra plusieurs générations. La première génération le sait déjà. Ceux qui sont nés, pas seulement aujourd'hui, mais ceux qui sont nés déjà depuis quelques années et qui ont connu l'administration des Nations unies, la MINUK, la résolution 1244, etc.

Encore une fois, cela n'est la victoire de personne. C'est en revanche un peu la victoire de la communauté internationale, de ce qu'on appelle le multilatéralisme, et c'est une énorme victoire pour les Nations unies. C'est la première fois dans l'histoire du monde qu'un tel conflit, non seulement voit la paix arriver au bout de quelques années, mais la solution, cette indépendance, qui est une exception. C'est une exception qui ne doit pas servir d'exemple. Cette indépendance arrive au bout de 9 ans. Pour ceux qui ne croient pas aux Nations unies, c'est quand même un bel exemple à leur fournir.

Pour moi personnellement, qui ai été impliqué chaque heure et presque chaque minute, nuit et jour, pendant bien longtemps dans les meurtrissures, les crimes, les revanches au Kosovo et bien je suis très heureux pour l'ensemble des populations, pour l'ensemble des communautés et, encore une fois, c'est aux Serbes que je m'adresse en premier.

Lettre du président de la République, M. Nicolas Sarkozy, adressée à M. Fatmir Sejdiu, président du Kosovo (Paris, 18 février 2008)

Monsieur le Président,

Par lettre en date du 17 février, vous avez informé la France de la décision prise par l'Assemblée du Kosovo le 17 février 2008 de proclamer l'indépendance du Kosovo et de s'engager à mettre en œuvre l'intégralité du statut préparé par l'Envoyé Spécial des Nations Unies, Martti Ahtisaari, y compris les dispositions en faveur de la communauté serbe et l'appel à une présence internationale pour superviser la mise en œuvre de ce statut par le Kosovo.

Les ministres des Affaires étrangères des vingt-sept Etats membres de l'Union Européenne, prenant acte de cette nouvelle réalité, ont confirmé aujourd'hui l'engagement européen au Kosovo.

J'ai l'honneur de vous informer que la France, en plein accord avec cette déclaration de l'Union Européenne, et tirant les conséquences de la résolution adoptée par l'Assemblée du Kosovo le 17 février 2008, reconnaît dès à présent le Kosovo comme un État souverain et indépendant.

Je vous propose que nos deux pays établissent des relations diplomatiques. Dans l'attente de la désignation d'un ambassadeur, je vous propose de nommer Mme Delphine BORIONE, précédemment chef de notre bureau de liaison à Pristina, en qualité de Chargée d'affaires a.i.

Je souhaite que la nouvelle page qui s'ouvre ainsi entre la France et le Kosovo conduise nos deux pays à développer leurs relations non seulement sur le plan politique, mais également dans les domaines culturel,

universitaire et économique.

Je saisis également cette occasion pour vous redire le prix qu'attache la France à ce que l'indépendance du Kosovo contribue à la stabilité des Balkans occidentaux. Je forme le vœu que la mise en œuvre des dispositions du statut puisse avancer rapidement et que le Kosovo établisse avec tous ses voisins des relations de bon voisinage.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Tribune de M. Bernard Kouchner parue dans "Le Figaro" (Paris, 19 février 2008)

Indépendance, le joli mot

Indépendance : le joli mot. Le Kosovo est désormais un Etat indépendant. Et la France lui souhaite la bienvenue dans la communauté internationale, sans pour autant rejeter ses amis serbes. Nous sommes tous dans la même et nécessaire Europe.

Je me souviens de ma première impression en arrivant au Kosovo, il y a presque dix ans : au-delà des douleurs et des ruines d'un pays meurtri par la guerre, au-delà des blessures d'une population éprouvée par les déchirements, je sentais, sans le dire, venir l'inéluctable.

Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, j'avais la tâche de tenter l'impossible : faire cohabiter les communautés du Kosovo, serbe et albanaise notamment, qui venaient de s'entretuer ; construire un Etat ; trouver une solution au problème du statut de cette province qui fut autonome et que le régime de Milosevic poussa vers la rébellion.

Nous n'avions ni préférence, ni haine pour les uns et les autres. Nous avons vite compris que la réconciliation ne se ferait pas par le statu quo. Les débordements nationalistes, les haines et les tensions avaient laissé des traces indélébiles, nous savions que plusieurs générations seraient nécessaires et que la séparation devait être envisagée.

Trop longtemps dans les Balkans l'Europe et le monde avaient assisté, spectateurs impuissants, à une succession de guerres et de massacres. A Sarajevo, on se battit de longues années, puis il y eut l'intervention internationale au Kosovo, en 1999. Elle fut positive. Les victimes ont été moins nombreuses qu'en Bosnie où nous avions trop attendu avant d'agir. A force de persévérance, de détermination, de dialogue nous sommes peu à peu parvenus à un apaisement au Kosovo, puis à entamer une négociation sur l'avenir d'une province qui paraissait déjà si éloignée de la Serbie. J'étais, je reste proche des Serbes qui avaient eu le courage de rester, minoritaires (8%), dans une Province dominée par les albanophones (90%).

Dès l'été dernier, prévoyant les difficultés nées de l'intransigeance de chacune des parties, la France a voulu faire en sorte que tout soit tenté pour offrir une dernière chance à une négociation de 14 mois menée par M. Ahtisaari. Cinq mois passés entre Vienne, Belgrade et Pristina, Bruxelles et New York, Washington et Moscou, confirmèrent les blocages. Cette dernière tentative ne put aboutir. Mais les efforts consentis par la communauté internationale ces dernières années n'ont pas été vains. Ils ont permis d'élaborer un projet de règlement salué par la plupart des pays européens. Ce plan, qui vise à assurer le respect de toutes les communautés et le maintien de la présence internationale, le Parlement du Kosovo l'a fait sien dimanche, en acceptant formellement son obligation de le mettre en œuvre.

Ce dimanche a donc vu la naissance d'un nouvel Etat sur le sol de l'Europe. C'est le dernier soubresaut d'une fédération yougoslave qui avait su faire cohabiter ses peuples. C'est un succès pour la communauté internationale et c'est un grand succès pour l'Europe. Neuf ans de troubles et de batailles, c'est trop long pour les peuples et bien court pour l'Histoire.

C'est aussi, pour nous, Européens, un défi. Que devons-nous faire ? Présente depuis dix ans sur le terrain pour aider à la solution du conflit et accompagner les populations civiles, l'Europe jouera au Kosovo un rôle de premier plan. Nous avons décidé d'y déployer, dans les prochaines semaines, une mission de police et de justice dont l'objectif principal sera d'aider les Kosovars à assurer le respect de toutes les communautés vivant sur leur territoire. Tous les Kosovars, quelles que soient leur origine ou leur religion, doivent pouvoir vivre en paix chez eux. Surtout les Serbes.

Nous devons tendre la main aux Kosovars. Et nous devons aussi tendre la main aux Serbes, qui, dans les élections récentes, ont adressé un signal en faveur de l'apaisement et de l'Europe. Soyons prêts à répondre à cet appel. Leur avenir c'est l'Europe, c'est l'Union européenne. Symbole de cette marche de l'Histoire, la Slovénie, premier pays à quitter brutalement la fédération yougoslave, préside aujourd'hui aux destinées de

l'Union et va saluer le dernier pan de cette Fédération éclatée : le Kosovo.

Oui, je me souviens avec émotion du jour où je suis arrivé au Kosovo et de mes amis serbes et de mes amis kosovars. Je me souviens aussi de l'amitié historique entre la France et la Serbie, et de nos combats communs. La France sera aux côtés de la Serbie sur son chemin vers l'intégration européenne. Nous tournons une page de plus de quinze ans de violences : la plus grande blessure de la jeune histoire de l'Union. Je mesure, comme tous les Européens, l'importance de ce jour et les responsabilités qui pèsent désormais sur l'Union européenne comme sur les dirigeants du nouvel Etat kosovar.

Indépendance, Union, ce sont deux jolis mots.

Déclaration du Conseil Affaires extérieures (Bruxelles, 18 février 2008) - Texte en anglais -

Entretien de M. Bernard Kouchner, avec "France 2" (Bruxelles, 18 février 2008)

"Les Balkans, cela voulait dire l'oppression et la guerre, et bien c'est fini. Ce qui est formidable, c'est une parabole formidable, c'est la Slovénie, le premier pays qui a quitté les Balkans de la Fédération yougoslave, souvenez-vous, qui accueille le dernier pan de cette fédération, c'est-à-dire le Kosovo. C'est très symbolique et c'est la Présidence slovène, la bonne Présidence slovène, qui accueille le Kosovo."



Version imprimable

Dans cette rubrique :

- [La France et le Kosovo](#)
- [Proclamation d'indépendance du Kosovo \(17 février 2008\)](#)
- [Rencontre de M. Bernard Kouchner avec la délégation des Albanais du Kosovo \(Paris, 21 octobre 2007\)](#)
- [Elections législatives et municipales au Kosovo \(13 septembre 2007\)](#)
- [Le Kosovo, une affaire européenne \("Le Monde", 07.09.07\)](#)
- [Visite de M. Bernard Kouchner à Belgrade et au Kosovo \(12 et 13 juillet 2007\)](#)
- [Entretien de MM. Bernard Kouchner et Martti Ahtisaari , envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies chargé des pourparlers sur le statut final du Kosovo \(Paris, 18 juin 2007\)](#)
- [Mise en oeuvre des normes au Kosovo \(6 octobre 2005\)](#)
- [Passation du commandement de la KFOR / Allocution de Mme Michèle Alliot-Marie \(Paris, 1er septembre 2005\)](#)
- [Lancement de l'évaluation globale de la mise en oeuvre des normes au Kosovo](#)